

Zeitschrift: Domaine public

Band: - (1975)

Heft: 303

Artikel: Sous le couvert de la crise de l'énergie la Suisse participe, en fait, aux manœuvres de l'empire américain

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1028479>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 08.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Sous le couvert de la crise de l'énergie la Suisse participe, en fait, aux manœuvres de l'empire américain

Il y a quelques mois la Suisse adhère à l'Agence internationale de l'énergie, créée le 15 novembre 1974 dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Sur le moment cette décision n'a suscité qu'un intérêt limité. Notre pays n'est-il pas membre, depuis sa fondation en 1961, de l'OCDE et même de l'organisation précédente, l'OECE, formée en 1948 pour administrer les fonds du plan Marshall d'aide à l'Europe? L'OCDE n'est-elle pas le modèle même d'une institution de coopération internationale qui s'efforce d'assurer à ses membres — l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord, le Japon et l'Australasie — le plus haut degré d'activité économique et de stabilité financière en facilitant les échanges internationaux et des

rapports fructueux avec le reste du monde? L'Agence internationale de l'énergie, qui prend sa place dans l'OCDE à côté d'autres comités et agences spécialisées, vise, dans le même sens, à élaborer une politique commune de l'approvisionnement pétrolier, y compris, en cas de crise, de restriction et de répartition des stocks.

A plus long terme, l'Agence doit promouvoir la recherche de nouvelles sources d'énergie et faciliter le dialogue entre consommateurs et producteurs de pétrole. Des vingt-quatre membres de l'OCDE, seize ont adhéré au nouvel organisme, y compris les trois neutres européens, Autriche, Suède et Suisse. Mais la France se tient à l'écart.

Chaque pays dispose au comité de l'agence de

trois droits de vote, pondérés selon la consommation de pétrole, ce qui assure par exemple cinquante et une voix aux Etats-Unis, dix-huit au Japon, onze à l'Allemagne, neuf à la Grande-Bretagne, de quatre à cinq voix pour les autres, y compris notre pays qui dispose de quatre voix.

Les questions de procédure, les recommandations et les décisions d'application du programme mis sur pied le 15 novembre sont prises à la majorité, que les Etats-Unis ne peuvent juste atteindre qu'en obtenant, par exemple, l'appui de l'Allemagne fédérale, du Japon et de la Grande-Bretagne. En revanche toutes les décisions qui dépassent l'accord du 15 novembre doivent être prises à l'unanimité.

L'adhésion à l'Agence internationale de l'énergie n'a pas été considérée, par le Conseil fédéral, comme contraire à notre pratique de la neutralité. On en a jugé de même à Vienne et à Stockholm. Par-dessus tout, pouvait-on rester à l'écart d'un organisme qui, en cas de crise, répartirait ce qui est disponible et gérerait la pénurie? Faute d'autonomie pétrolière un petit pays pouvait-il imiter la France et sa politique, plus discrète aujourd'hui que par le passé, de résistance aux efforts américains de regroupement des consommateurs? La réponse semble être allée de soi.

Le 9 janvier pourtant, le chef du Département politique fédéral a rappelé que la Suisse n'avait adhéré à l'Agence que pour instaurer un dialogue patient et confiant entre pays producteurs et pays consommateurs, seule façon de résoudre la question de l'approvisionnement en énergie.

Et, usant d'un langage assez inhabituel à Berne, Pierre Graber d'ajouter: « Tout en admettant que

l'optique d'une grande puissance diffère nécessairement de celle d'un petit Etat, j'estime qu'il n'est pas indiqué de jouer ne serait-ce qu'avec l'idée d'un éventuel recours à la force en relation avec la crise de l'énergie. » Quelques jours auparavant, en effet, M. Kissinger avait déclaré à l'hebdomadaire « Business Week » qu'une diminution du prix de l'énergie, c'est-à-dire du pétrole, était primordiale, qu'une telle baisse avait peu de chance de se réaliser à l'heure actuelle, sinon par une guerre politique totale contre les pays producteurs, guerre dont le prix serait sans commune mesure avec la réduction immédiate du coût de l'énergie. Tout en se prononçant donc pour un dialogue entre consommateurs et producteurs, mais un dialogue où les premiers formeraient un front commun dès le départ, le secrétaire d'Etat américain mettait les choses au point en soulignant que l'usage de la force ne serait envisagé qu'en cas d'extrême urgence, c'est-à-dire

au cas où la politique pétrolière arabe, par l'embargo par exemple, consécutif à une cinquième guerre israélo-arabe, mettrait en danger de mort l'économie occidentale.

De Pierre Graber à Olof Palme

Cette menace, qui a soulevé un tollé de protestations, jusqu'à amener M. Graber à jouer les Olof Palme, ne constitue pas un excès de langage. Atténuée, précisée, elle a été confirmée par l'intéressé et par le président Ford. Elle se situe dans la droite ligne de la politique du secrétaire d'Etat américain depuis le discours menaçant du président Ford en septembre 1974 à Detroit. Cette politique, rappelons-le, a conduit au trade bill de décembre qui a privé les membres de l'OPEP, dont tous ne sont pas des principautés de féodaux milliardaires, des tarifs douaniers préférentiels

consentis jusque-là par les Etats-Unis aux pays en voie de développement.

L'administration américaine veut obtenir une baisse des prix, mais surtout éviter que la masse énorme des pétro-dollars ne deviennent dans les mains des Arabes une arme politique, qui l'obligerait à réviser sa politique au Moyen-Orient, notamment vis-à-vis d'Israël, et peut-être dans le monde. En 1976, lorsqu'ils fêteront leur bicentenaire, les Etats-Unis ne seront pas devenus un satellite de l'Arabie saoudite ou du Koweït. L'intérêt des compagnies pétrolières, l'orgueil de la finance américaine viennent appuyer ici la volonté de défendre l'indépendance nationale, fût-ce par l'usage de la force.

Les leçons de l'histoire

En indiquant qu'il existe une limite au supportable, le secrétaire d'Etat américain tire les leçons de l'histoire. Combien de conflits, de la Première Guerre mondiale à celle de Corée, auraient-ils été évités si les adversaires avaient su assez tôt jusqu'où ils pouvaient aller sans provoquer une riposte armée ?

Du même coup Kissinger renoue avec la politique au bord du gouffre qui a toujours été la tentation des Etats-Unis depuis qu'ils détiennent leur toute-puissance nucléaire. Son avertissement est adressé aux pays arabes bien sûr. Mais tout aussi clairement à trois autres interlocuteurs.

Aux Américains, aux Soviétiques et aux Européens

A l'opinion américaine d'abord, qui, traumatisée par le Vietnam, doit être préparée à une nouvelle croisade possible de la liberté, dans de toutes autres conditions il est vrai. Sur ce point, le résultat est bon. La finance applaudit discrètement, les intellectuels protestent, mais le public ne bouge pas. Aux Soviétiques ensuite, car tout indique qu'un

grand débat est engagé à Moscou entre partisans et adversaires de la détente, au vu de la crise qui se développe dans les pays capitalistes. La non-application du traité de commerce soviéto-américain laisse entrevoir une défaite des premiers. Mais toute réaction trop dure du Kremlin ne risque-t-elle pas de provoquer un sursaut défensif chez l'adversaire ? La menace de Kissinger sur le Moyen-Orient peut donc être également interprétée dans le sens d'un nouvel appel à la collaboration dans cette partie du monde.

Aux Européens enfin, dont nous sommes. Les Etats-Unis ne tirent du Moyen-Orient que 8,5 % de leur consommation. C'est donc bien l'Europe et le Japon qui sont avant tout concernés par ce qui se passe dans les champs pétroliers d'Arabie et de Libye. La menace américaine est donc avant tout destinée, vu l'impuissance militaire de l'Europe, à constituer ce front commun des consommateurs que le secrétaire d'Etat considère comme une condition indispensable à toute négociation d'ensemble avec les pays arabes. Par la constitution d'un fonds de réserve au sein du Fonds monétaire international, qui contraindra les pays endettés, comme l'Italie par exemple, à demander des secours aux conditions américaines, Kissinger a prouvé à la mi-janvier qu'il avait là aussi remporté une nouvelle manche.

Un instrument d'alignement

L'Agence internationale de l'énergie, qui aurait pu être le lieu de la nécessaire rencontre entre producteurs et consommateurs devient donc l'instrument d'alignement du front américain, en raison de l'impuissance politique de la communauté européenne et de la prudence des Soviétiques qui, faucons ou colombes, semblent pour l'instant vouloir attendre.

Comme au temps où il négociait à Paris la suspension des combats militaires au Vietnam, tout en faisant pilonner le Vietnam du Nord par l'aviation, Kissinger choisit de manier le bâton et la

carotte pour raffermir, à l'intérieur et à l'extérieur, la puissance de l'empire américain.

Les vraies victimes

Mais qui se soucie encore des pays sous-développés, non producteurs de pétrole ou d'autres matières premières vitales, de ce quart monde plus directement et plus totalement victimes de la crise que les pays industriels ?

Petit pion sur l'échiquier des grandes puissances, notre pays n'a qu'une marge de manœuvre réduite. Mais il n'a pas forcément plus d'intérêt à participer aux grandes manœuvres américaines, qu'à essayer d'en rester en dehors, dans une solitude qui n'est d'ailleurs pas absolue.

Une seule attitude possible

Le dialogue entre producteurs et consommateurs de pétrole doit avoir lieu un jour. Il a déjà lieu, mais, ce que déplore M. Kissinger, dans un ordre dispersé. La Suisse seule ne peut tirer son épingle du jeu. Mais avec la France ? Mais avec les neutres ? Mais avec la Communauté européenne ? On aimerait être certain que ces voies ont été explorées avant l'adhésion à l'Agence internationale de l'énergie. On aimerait qu'elle le soit aujourd'hui. Car si M. Graber veut tirer les conclusions de sa prise de position, il n'y a aujourd'hui qu'une seule attitude possible : se retirer de l'Agence ou, du moins, mettre en veilleuse notre participation. Notre approvisionnement en pétrole ne s'en trouverait pas affecté dans la conjoncture actuelle. Ce geste serait conforme à la pratique de notre neutralité qui a été de ne pas prendre parti dans les querelles de nos grands voisins. Et une façon de montrer que nous ne nous solidarisons pas avec une politique qui, sous le couvert d'une lutte pour l'existence, tend en fin de compte à renforcer l'emprise américaine en Europe et dans le monde.